

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 04/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROSTYLE Systems

1 avenue Atlantique
91940 Les Ulis

Références : VI 28/05/2024 UD36 (SS)
Code AIOT : 0010000536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement EUROSTYLE Systems implanté 28 allée des Sablons 36330 Le Poinçonnet. L'inspection a été annoncée le 13/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROSTYLE Systems
- 28 allée des Sablons 36330 Le Poinçonnet
- Code AIOT : 0010000536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement fabrique des pièces en plastique pour l'aménagement intérieur dans le domaine

automobile.

Établissement autorisé par l'arrêté préfectoral n°96-E-2727 du 21 octobre 1996 modifié et complété par l'arrêté préfectoral n°2006-07-0231 du 27 juillet 2006.

Rubrique de classement de l'établissement soumise à enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées :

•2661.1.a : transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieur ou égale à 10t/j (29t/jj).

Du fait de l'évolution de la nomenclature des installations classées, l'activité déterminant le classement du site n'est plus soumise qu'au régime de l'enregistrement.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°96-E-2727 du 21 octobre 1996 modifié restent applicables à l'établissement. De plus, les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sont également applicables de plein droit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.7.	Demande d'action corrective	60 jours
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.10.	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.3	Sans objet
2	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.2.	Sans objet
3	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.1.	Sans objet
5	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.7.	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.4.	Sans objet
7	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.9.	Sans objet
9	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.10.	Sans objet
10	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.10.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.11.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite figurent dans les tableaux ci-après:

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la précédente visite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies: cf tableau de l'article 2.3. de l'arrêté préfectoral n° 2006-07-0231 du 27 juillet 2006.
Constats : Les deux dernières analyses des rejets aqueux de l'établissement ont été réalisées par une société agréée sur des prélèvements effectués le 7 novembre 2023 et le 19 mars 2024. La fréquence semestrielle est respectée. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Valeurs limites de rejet
Prescription contrôlée : En sortie de prétraitement propre à l'établissement (débourbeur-deshuileur), avant rejet dans la station d'épuration communale, les valeurs limites de rejet sont: cf tableau de l'article 2.2. de l'arrêté préfectoral n° 2006-07-0231 du 27 juillet 2006.
Constats : Les analyses réalisées (cf point de contrôle n°1) par une société agréée montrent le respect des valeurs limites de rejet pour tous les paramètres. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation en eau potable
Prescription contrôlée : Le réseau d'alimentation en eau de l'établissement est muni d'un dispositif destiné à éviter une pollution, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau. A cet effet, un clapet anti-retour ou un disconnecteur est installé au niveau de chaque compteur d'eau du réseau d'adduction d'eau potable.
Constats : L'établissement est équipé de trois disconnecteurs. Le bon état de fonctionnement de ces disconnecteurs est vérifié annuellement, la dernière vérification a été réalisée par un société agréée le 6 avril 2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de confinement
Prescription contrôlée : Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversements de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'eaux usées ou les milieux milieux naturels.
Constats : L'établissement est doté de 4 ballons gonflables afin de confiner le site en cas de déversement accidentel. L'exploitant indique que les réseaux située derrière l'usine entre la façade arrière du bâtiment et la voie ferrée n'est pas confinée par la pose des ballons gonflables du fait que les eaux des voiries ne sont pas collectées. L'ensemble du site n'est pas confiné en cas d'accident.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs et les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: 100% de la capacité du plus grand réservoir 50% de la capacité globale des réservoirs associés.
Constats : Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté de substance susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol stockées hors rétention. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Autorisation de rejet
Prescription contrôlée : L'industriel dispose d'une autorisation de raccordement des ses effluents aqueux industriels à la station d'épuration de Châteauroux.
Constats : Une convention de rejet a été signée entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration de Châteauroux le 29 août 2010. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.9.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont entretenues en bon état. Elles sont annuellement contrôlées par un technicien compétent.
Constats : Les installations électriques de l'établissement sont vérifiées annuellement par un organisme certifié. Le certificat Q18 établi le 2 février 2024 suite à cette vérification indique que les

installations électriques ne peuvent entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.10.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble de l'établissement est pourvu de moyens de secours approprié contre l'incendie[...]. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont vérifiés au moins une fois par an par un technicien compétent.
Constats : Le site est équipé d'une réserve d'eau de 535 m3; Les dernières vérifications des moyens de lutte contre l'incendie réalisées par un organisme compétent sont les suivantes: - Extincteurs le 14 juin 2023 - R.I.A. le 14 juin 2023 - Sprincklage le 14 novembre 2023 et le 23 mai 2024 - Portes coupe-feu le 14 juin 2023 Les trappes de désenfumage n'ont pas été contrôlées depuis mai 2022, elles ont été endommagées suite à l'épisode de grêle. L'exploitant indique que ce contrôle est prévu courant juin 2024. Les trappes de désenfumage ne sont pas contrôlées annuellement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs et les actions correctives permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.10.
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble de cet établissement est pourvu de moyens de secours appropriés contre l'incendie. Ces moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus dégagés.

Constats : Le jour de la visite l'inspection n'a pas constaté de moyens de lutte contre l'incendie difficilement accessible. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.10.
Thème(s) : Risques accidentels, Equipe de première intervention
Prescription contrôlée : Une équipe de première intervention a été mise en place dans l'établissement.
Constats : Une formation au maniement des extincteurs a été disposée par un organisme certifié à 6 personnes de l'établissement le 20 juillet 2023. Une nouvelle session est programmé par l'exploitant en octobre 2024. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/1996, article 3.11.
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant susceptible de développer des risques d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant et par la ou les personnes devant réaliser les travaux.
Constats : Le dernier permis de feu a été délivré par l'exploitant le 4 avril 2024 entre 13H15 et 16H00 pour des travaux de soudure. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite